

LE TIGRE CELTIQUE RENTRE SES GRIFFES

Christophe Blot

Département analyse et prévision

Si l'Irlande a renoué avec la croissance en 2011, la reprise fut insuffisante et fragile. Insuffisante car en fin d'année 2011, le PIB en volume était toujours bien inférieur – de 8,8 % – à son niveau d'avant-crise. Le chômage a continué d'augmenter et atteignait 14,7 % de la population active en juin 2012. En outre, depuis le premier trimestre 2010, la croissance irlandaise alterne les phases de rebonds et de reculs. Le premier trimestre 2012 a rappelé la précarité de la reprise puisque le PIB a reculé 0,7 %. L'effort de consolidation budgétaire ainsi que les suites de la crise bancaire pèsent encore fortement sur les ménages et donc sur la demande intérieure. Dans ce contexte, la croissance dépend crucialement de la contribution externe. Mais ce soutien est fragilisé par la situation macroéconomique des partenaires européens de l'Irlande. En effet, même si l'Irlande est moins ouverte sur la zone euro que les autres petits pays européens¹, elle est très dépendante du contexte macroéconomique international. Le retour de la récession en zone euro et au Royaume-Uni en 2012 et le ralentissement du PIB américain en 2013 amputeront donc le dernier moteur disponible pour alimenter la croissance irlandaise. Le PIB reculerait de 0,4 % en 2012 (tableau). Sur l'ensemble de l'année 2013, un acquis négatif maintiendrait l'Irlande en récession même si une légère inflexion de la consolidation budgétaire et un assouplissement très progressif des conditions de crédit permettront au PIB irlandais de croître de 0,3 % par trimestre en fin d'année.

1. À l'exception de la Finlande dont la part du commerce avec les autres pays est identique à celle de l'Irlande (35 %), celle-ci atteint 60 % en Autriche et en Belgique et dépasse 65 % au Portugal. Quant à la Grèce, près de 40 % de son commerce est réalisé avec les autres pays de la zone euro.

Irlande : Résumé des prévisions

	2011	2012	2013
Croissance du PIB en %	1,4	-0,4	-0,1
Output gap en % du PIB potentiel	-5,2	-6,2	-7,0
Taux de chômage	14,4	14,9	15,5
Impulsion budgétaire en % de PIB	-1,5	-2,4	-1,8
Déficit budgétaire en % du PIB	-13,1	-8,0	-8,4
Dettes publiques en % du PIB	108,2	115,4	122,7

Sources : Données nationales, calculs et prévision OFCE, octobre 2012.

De fait, malgré les nombreux efforts déjà réalisés depuis 2010, la consolidation budgétaire se poursuit en 2012. Le taux normal de TVA a augmenté de 2 points au 1^{er} janvier 2012 et les allocations familiales sont également réduites à partir du troisième enfant. Au total, les mesures d'économies sur l'année 2012 se chiffrent à 3,8 milliards d'euros (soit 2,4 points de PIB). Pour la période 2013-2015, le gouvernement prévoit de réaliser de nouvelles économies d'un montant de 8,6 milliards, soit une impulsion budgétaire annuelle négative de 1,8 point de PIB. Si le gouvernement maintient sa stratégie de préservation de la compétitivité des entreprises, les nouvelles mesures concerneront à nouveau principalement les ménages qui ont déjà subi la baisse du salaire minimum, la baisse des effectifs ainsi que celle des salaires de la fonction publique et les coupes dans les dépenses sociales et de santé. Dans ce contexte, la baisse du pouvoir d'achat des ménages enregistrée depuis 2009 se poursuivrait en 2012 et en 2013. Dans le même temps, le souci de désendettement² et la crainte d'une perte d'emplois pousseront l'épargne à la hausse. Le taux d'épargne atteindrait 12,4 % en fin d'année 2013 contre 11,6 % fin 2011 et 4,4 % fin 2007. Nous anticipons en conséquence la poursuite de la baisse de la consommation des ménages – de 2,9 % en 2012 et de 2,1 % en 2013 – ainsi que celle de l'investissement en logement.

La fiscalité des entreprises ne sera probablement pas modifiée, malgré les pressions européennes pour augmenter le taux d'imposition sur les sociétés. Le gouvernement affiche en effet toujours sa

2. Le taux d'endettement des ménages a déjà baissé de 20 points depuis la fin 2009. Mais il atteint encore 214 % du RdB soit un des niveaux les plus élevés parmi les pays de l'OCDE.

volonté de maintenir la compétitivité et l'attractivité du pays. De fait, les indicateurs de compétitivité montrent que vis-à-vis des autres pays de l'Union européenne, le coût unitaire relatif du travail a globalement baissé entre 2007 et la fin de l'année 2011 (graphique). Deux facteurs concourent à cette évolution. En premier lieu, le tissu productif a bénéficié de la baisse des salaires qui résulte à la fois des mesures prises par le gouvernement pour réduire le coût du travail et du taux de chômage élevé qui pèse sur le pouvoir de négociation des salariés. Par ailleurs, après avoir fortement chuté jusqu'en fin d'année 2008, le cycle de productivité s'est progressivement refermé par la suite. Ainsi, depuis le début de l'année 2009, le gain de compétitivité de l'Irlande vis-à-vis de ses partenaires européens atteint près de 17 %. Pourtant, l'efficacité de cette stratégie de déflation interne est atténuée en raison de la faiblesse de la demande étrangère³. En effet, la multiplication des plans de consolidation réduit la demande des partenaires commerciaux de l'Irlande. En moyenne, la croissance trimestrielle de la demande adressée à l'Irlande sur la période 2011-2013 atteindrait 0,4 % contre 1,4 % sur la période pré-crise 2005-2007. En conséquence, l'effet négatif, *via* la demande adressée, de la synchronisation des plans de restriction budgétaire en 2012 et 2013 atteindrait respectivement 2 et 2,2 points. En 2013, la moindre restriction budgétaire dans la zone euro serait notamment compensée par une impulsion plus négative des États-Unis qui représentent près de 20 % du commerce de l'Irlande contre une part des pays de la zone euro proche de 35 %. Ainsi, malgré une compétitivité restaurée, les entreprises irlandaises peineront à trouver des débouchés, ce qui se répercutera également sur leur capacité à investir *via* un effet d'accélérateur. L'investissement reculera de nouveau en 2012 et 2013. Même si cette baisse résulte principalement de la poursuite de l'ajustement sur le marché immobilier, les conditions de crédit aux entreprises pèseront aussi sur la capacité des entreprises à investir. Une étude récente menée par la Banque centrale d'Irlande⁴ montrait en effet que les conditions de crédit – besoin de garanties, conditions de taux et

3. Le taux d'ouverture de l'Irlande dépasse en effet 90 % du PIB pour l'Irlande contre moins de 40 % pour le Portugal et 29,5 % en Italie.

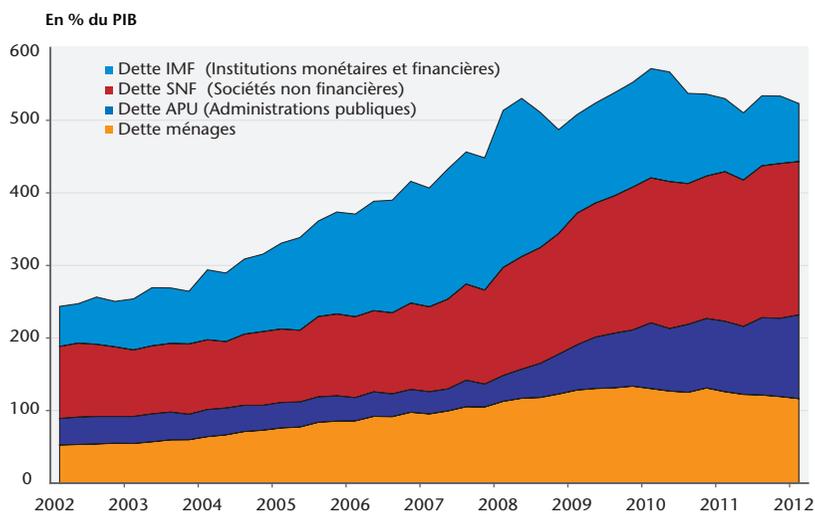
4. Voir <http://www.centralbank.ie/publications/Documents/Economic%20letter%20no.%208,2012.pdf>.

rationnements quantitatifs – sont parmi les plus sévères de la zone euro alors que la demande de crédit des PME irlandaises se situe dans la moyenne. Le système bancaire irlandais est en effet toujours sous perfusion, après la création d'une structure de défaillance (National asset management agency) en décembre 2009. Sur les 6 premiers mois de l'année 2012, les principaux établissements bancaires nationalisés ont annoncé de nouvelles pertes en raison du contexte macroéconomique et de la poursuite de l'ajustement sur le marché immobilier.

L'Irlande ferait donc partie des pays pour lesquels la sortie de récession n'aura été qu'éphémère. Le PIB baisserait de 0,4 % en 2012 et encore de 0,1 % en 2013 en raison d'un effet d'acquis jouant négativement sur la croissance. Du côté des finances publiques, les objectifs seraient respectés en 2012 puisque le déficit serait inférieur à la cible de 8,3 % affichée dans le programme de stabilité. Mais pour l'année 2013, avec un déficit qui passerait de 8 à 8,4 %, l'objectif de 7,5 % ne serait pas atteint sauf à envisager de nouvelles mesures d'économies qui maintiendraient dans ce cas l'économie irlandaise en récession. Il faut néanmoins préciser que la hausse du déficit résulterait essentiellement d'une hausse de la charge d'intérêt anticipée par le gouvernement en raison du paiement d'intérêts sur des titres arrivant à échéance en 2013⁵. La dette publique continuerait sa progression et en 2013, elle pourrait être de près de 100 points de PIB, supérieure à ce qu'elle était en 2007. Pour autant, il faut souligner que la dette cumulée des ménages, des sociétés non financières, du gouvernement et des institutions monétaires et financières a continué à baisser au début de l'année 2012. Ainsi, le surcroît d'endettement public ne fait que compenser partiellement la réduction de la dette des ménages et des institutions monétaires et financières (graphique).

5. Voir p.24 du programme de stabilité 2012 pour plus de détails (http://ec.europa.eu/economy_finance/economic_governance/sgp/pdf/20_scps/2012/01_programme/ie_2012-04-27_sp_en.pdf).

Graphique. Dette cumulée



Source : Banque centrale d'Irlande.

